

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N° 352 - 22 janvier au 4 février 1982

18° ANNÉE 3F

De quelle aide ont besoin les ouvriers polonais ?

Le tapage fait par les socialistes français sur la Pologne, en jouant sur la position cynique des faux communistes du PCF et de la CGT, a pu faire illusion un moment. Le fait que Reagan se soit félicité de l'attitude de Mitterrand suffirait à révéler les intérêts impérialistes qui se cachent sous la démagogie socialiste. Quant à la rencontre Schmidt-Mitterrand, elle balaise toute équivoque: les deux chefs d'Etat «ont la même analyse sur la situation en Pologne», et l'agitation particulière qu'on a connue ici ne s'explique que par «la sensibilité de l'opinion publique française». Tout cela prouve une chose: l'extrême gauche qui appelle à «faire pression sur le gouvernement pour qu'il vienne en aide aux ouvriers polonais», se fourre le doigt dans l'œil, mais surtout trompe les travailleurs.

Il est facile d'insister sur la responsabilité de l'impérialisme russe en Pologne. C'est tellement facile que l'OTAN se livre à ce sport, avec de belles proclamations sur les «droits de l'homme», qu'on se garde bien d'agiter quand il s'agit de la Turquie, du Salvador ou d'autres bagnes des

pays dits «libres». Cela arrange aussi les démocrates et social-démocrates de tout poil à la recherche du «consensus social» dans leur patrie, car cela leur permet d'expliquer que l'affrontement en Pologne serait dû à une «pression extérieure à la nation».

La réalité est toute autre. La déchirure sociale traverse bien la nation polonaise. Jaruzelski n'a pas agi pour le compte exclusif de la Russie; il a agi essentiellement pour celui de la bourgeoisie polonaise, ensuite pour celui de l'impérialisme russe, mais aussi des impérialismes occidentaux, tous intéressés à ce que l'Etat polonais remette la classe ouvrière au travail, afin de payer ses 27 milliards de dettes.

Il s'ensuit que la classe ouvrière polonaise est placée en première ligne devant l'offensive internationale de la bourgeoisie, et qu'elle ne peut recevoir d'aide désintéressée et véritable que de la classe ouvrière des autres pays.

Cette aide, les prolétaires peuvent la donner ici par des manifestations de solidarité qui ne soient pas adressées à «la Pologne» en général, toutes classes confondues, mais aux ouvriers polonais

contre l'ennemi commun. Elle ne sera pas détournée de ses buts à condition que l'aide aux familles victimes de la répression et l'aide aux réfugiés soit directe et indépendante, c'est-à-dire arrachée au monopole de l'Eglise et des forces qui, comme la CFDT ici, donnent une orientation semblable à celle qui a mené là-bas à paralyser la classe ouvrière face aux coups de l'adversaire, bref à condition que cette aide soit dispensée indépendamment des forces qui l'utilisent pour faire pression sur les prolétaires les plus combattifs.

Cette aide, les prolétaires peuvent surtout la donner en suivant l'exemple des ouvriers polonais, en passant à la lutte ouverte contre la bourgeoisie de «leur» patrie, qui est responsable de la répression des ouvriers polonais et cherche d'ailleurs à faire peur aux travailleurs pour qu'ils courbent l'échine, comme elle le fait ici par l'intermédiaire de ses larbins du PCF.

Celle lutte ne permettrait pas seulement de desserrer l'étau qui meurtrit la classe ouvrière polo-

(Suite page 2)

CGT-CFDT

Divisés sur la Pologne, unis ici pour maintenir la paix sociale

Avec un beau cynisme, Krassucki, s'adressant au PS dans *L'Humanité* du 29/12/1981, lui a mis le marché en mains: vous nous laissez tranquilles sur la Pologne, et nous nous montrons compréhensifs (encore plus compréhensifs) sur la politique sociale du gouvernement.

Evidemment, le coup de force de Jaruzelski a été exploité au maximum dans le sens de la concurrence boutiquière par la CFDT. Parmi les contestataires de la CGT représentés au meeting du 12 janvier, on retrouvait outre les socialistes, les partisans d'une «ouverture» libérale dans la ligne du congrès de Grenoble de la CGT, les secteurs catholiques issus de la JOC (comme la section de Renault-Sandouville), proches de la CFDT et partisans de longue date d'un rapprochement avec elle. C'est dire que les éléments sincèrement révoltés par le défense de l'ordre et de la conservation sociale faite à l'occasion de l'affaire polonaise, les ouvriers qui, sous les oripeaux religieux et nationalistes, reconnaissent dans Solidarnosc, un mouvement prolétarien, risquent fort d'être noyés dans le

magma démocratique des oppositionnels, d'autant que les courants gauchistes représentés, OCI et LCR notamment, ne feront rien pour les aider à se dégager des positions libérales et interclassistes.

Le vrai complément du soutien aux militants persécutés de Solidarnosc, ce n'est pas la revendication de la démocratie, syndicale ou politique, ce sont les efforts pour organiser une lutte ouvrière autonome, pour reprendre ici ce qui a fait la force de Solidarnosc en août 1980: la lutte opiniâtre pour défendre les besoins propres des ouvriers, malgré le chantage aux priorités nationales.

L'organisation de la défense indépendante des prolétaires est urgente, face aux nouvelles menaces de licenciements représentés par les nationalisations, (ces pseudo-garanties!), face à la victoire des thèses patronales dans les ordonnances sur le temps de travail, face à l'austérité façon Delors, qui ne diffère de l'austérité façon Barre que par les gras pourboires et sièges de PDG distribués aux bonzes syndicaux vendus!

POLOGNE

La question de la «grève active»

Après le récit de Seweryn Blumsztajn dans *Le Monde* du 19 décembre, celui de Zbigniew Kowalewski dans *Le Monde* du 7 janvier montre à quel point le courage et les sacrifices des ouvriers polonais ont pu être alliés dans Solidarnosc à une véritable politique de l'autruche vis-à-vis de l'affrontement inévitable avec la bourgeoisie.

Kowalewski était membre du présidium de Solidarnosc dans la région de Lodz, gros centre industriel à une centaine de kilomètres de Varsovie et Ursus. C'est là que fut organisée la plus importante «marche des femmes» contre la faim en août 1981. Le programme de cette direction régionale était centré sur la «grève active», c'est-à-dire «la reprise en main de la production sous le contrôle des comités de grève selon un plan élaboré par les travailleurs eux-mêmes et en fonction des besoins sociaux. De même que le contrôle de la distribution, elle devait permettre par des méthodes révolutionnaires de priver la bureaucratie centrale du pouvoir économique et de socialiser les moyens de production».

Kowalewski explique que la popularité de ce mot d'ordre fut un des détonateurs du coup d'Etat des 12-13 décembre. A Lodz et dans d'autres régions, les ouvriers s'étaient préparés à ce type d'action par des initiatives locales de contrôle et de répartition des produits (par exemple, de la viande rationnée en décembre 1980).

Il montre aussi très bien que l'Etat tolérait ces initiatives tant qu'elles étaient limitées à la distribution locale, et supervisées par lui. A Lodz, la situation alimentaire était si tendue, surtout après les manifestations d'août 1980, que le maire avait autorisé Solidarnosc à imprimer les cartes de rationnement et à en diriger l'utilisation... aux côtés d'un fonctionnaire officiel: nous avons pu ainsi, explique Kowalewski, «contrôler la situation dans les centres de ramassage à la campagne, dans les abattoirs, les entrepôts, les commerces de détail [...]. Nous pûmes ainsi remettre au maire des données dont il dit lui-même qu'il les ignorait».

(Suite page 2)

L'IMPERIALISME FRANCAIS ET LE TIERS MONDE

L'hypocrisie du «co-développement»

Depuis leur arrivée au pouvoir, les socialistes ont accordé une attention toute particulière aux échanges économiques avec les pays en voie de développement. Que ce soit à Mexico, Cancun ou Alger, Mitterrand n'a pas raté une seule occasion pour convaincre ses inter-

C'est à Claude Cheysson que nous devons le meilleur plaidoyer pour cette soi-disant nouvelle orientation économique de la France socialo-impérialiste: «Il faut aider les hommes du Tiers Monde. Ils ont besoin de formation, d'études, de fournitures alimentaires, de machines, d'acier, etc. Cet appel émeut. Il bouleverse même, quand on voit, à la télévision, mourir des bébés réfugiés qui ont le regard de nos enfants» (*Le Monde* du 30/4/1981).

Les accents lyriques du discours de Cheysson ne doivent pas faire illusion: la politique économique des socialistes n'a rien de philanthropique et sert bel et bien l'impérialisme français.

Dans sa période d'expansion d'après-guerre, le capitalisme a utilisé les anciennes colonies du Tiers Monde essentiellement comme un réservoir de matières premières, d'énergie et de main-d'œuvre nécessaires au développement des entreprises et du marché de la métropole. Pratiquée depuis plu-

locuteurs des bienfaits de la «nouvelle orientation» qui guide désormais la politique économique de la France dans le Tiers Monde. Cette «nouvelle orientation» ne date pourtant pas du 10 mai 1981.

sieurs décennies, cette politique économique, qui correspondait à une division du travail déterminée par la différence de structure et la nature des rapports existant entre la métropole et les ex-colonies, a révélé petit à petit sa forme anachronique, d'abord avec l'industrialisation des pays du Tiers Monde, qui a connu une vive accélération dans les années soixante-dix, et surtout avec la crise mondiale. Et c'est là qu'interviennent les socialistes avec leur «nouvelle politique».

Les marchés des pays industrialisés sont saturés? La France peut difficilement tenir tête dans la concurrence aux Etats-Unis, à l'Allemagne et au Japon? Et pourquoi

alors ne se retournerait-elle pas vers les jeunes capitalismes du Tiers Monde? C'est là la solution qu'ont toujours défendue les socialistes. Pour Claude Cheysson, il faut «sortir des frontières, déborder les pays industrialisés concurrents qui connaissent les mêmes problèmes que nous [...]. Dans la période actuelle, y a-t-il des marchés avides que ceux du Tiers Monde? Là, des centaines de millions d'hommes veulent mettre leurs ressources en valeur, ils veulent se développer et, pour ce faire, ils devront tout importer» (*ibidem*).

Les jeunes bourgeoisies aspirent à une place sur le marché mondial

(Suite page 3)

DANS CE NUMÉRO:

- Un «socialisme réel» à 100% capitaliste
- En Turquie comme en Pologne
- «Combat Communiste» et les sans-papiers

En Turquie comme en Pologne

le prolétaire
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Vive
la
lutte
des
ouvriers
polonais!

N°18

6 F

Brochure de janvier 1982:
— La lutte de classe en Pologne de 1976 à 1981.
— Les perspectives après le 13 décembre et les tâches des prolétaires et des militants révolutionnaires.

Commandes au Prolétaire,
20, rue Jean Bouton 75012
Paris. Prix: 6 F

Solidarité avec le
mouvement ouvrier polonais!

el-oumami

Les belles promesses
de Chadli
ne résoudre pas
les problèmes des
masses populaires



«Comment peut-on établir un parallélisme entre le régime militaire turc et ce que nous observons en Pologne?», a déclaré avec colère le général Haig, secrétaire d'Etat américain, répondant à une question d'un journaliste. Quelle différence en effet! En Turquie, le coup d'Etat a été fomenté avec l'aval et l'appui directs des Américains, grands défenseurs des «droits de l'homme». A propos de la Pologne, le «monde libre» tout entier crie (et laisse faire); sur la Turquie, il garde complaisamment le silence.

Pourtant le parallélisme est évident. En Turquie comme en Pologne, il y avait un puissant et combatif mouvement de classe (souvenons-nous entre autres d'Izmir, février 1980), qu'il s'agissait de juguler. En Turquie comme en Pologne, le coup d'Etat a été réalisé par l'armée pour défendre les intérêts menacés du capital national et international, appliquant les injonctions traditionnelles du FMI pour éponger la dette extérieure (20 milliards de dollars): blocage draconien des salaires, libération des prix et des taux d'intérêt, politique déflationniste augmentant le chômage. Pour faire passer cette politique antiouvrière, on a établi sur le prolétariat et la population un régime de terreur: interdiction de la grève, dissolution de tous les partis politiques, 45000 arrestations, 30000 inculpés, 500 personnes tuées au cours d'affrontements, 2000 peines de mort requises, 75 prisonniers morts sous la torture.

En Turquie comme en Pologne, la classe bourgeoise mondiale a contribué (avec une responsabilité plus grande des Occidentaux: Yalta oblige!) par sa complicité plus ou moins active au coup porté à la classe ouvrière. Sans même parler

des USA, directement impliqués, la France et RFA ont rétabli le visa pour les ouvriers turcs, s'opposant ainsi à toute émigration de réfugiés politiques et syndicaux. Et on le comprend quand on connaît le puissant réseau d'intérêts économiques des USA, de l'Allemagne et de la France dans la région, et l'intérêt stratégique vital de cette zone pour l'impérialisme occidental. Coûte que coûte, l'ordre devait régner!

En Turquie comme en Pologne, le réformisme a contribué à paralyser la classe ouvrière alors même que la bourgeoisie mettait au point son mauvais coup. Mieux: la démocratie

d'Ecevit et Demirel avait préparé activement le terrain à la dictature militaire en utilisant contre la classe ouvrière et les militants d'extrême gauche tant la violence légale de la justice, de la police et de l'armée (état de siège proclamé dans plusieurs régions depuis le grand mouvement de grève de juin 1970 et reconduit depuis, le plus démocratiquement du monde, par le Parlement) que la violence parallèle des commandos d'extrême droite.

En Turquie comme en Pologne, la bourgeoisie mondiale a déclaré la guerre à la classe ouvrière. Le prolétariat occidental doit y être d'autant

plus sensible que c'est son propre impérialisme qui, en Turquie plus encore qu'en Pologne, contribue à exploiter et à écraser la classe ouvrière. Il doit exprimer sa solidarité combattante envers les 52 militants syndicaux qui passent aujourd'hui en procès et qui risquent la peine de mort pour «tentative d'établir la dictature du prolétariat en renversant l'ordre constitutionnel par des méthodes révolutionnaires», comme envers tous les militants politiques et ouvriers combattifs poursuivis dont l'activité exprime un mouvement social. L'internationalisme prolétarien doit renaître!

Le n°2 du bulletin du Parti en turc

Le n° 2 (décembre 1981) de **Enternasyonalist Proleter**, notre bulletin en turc, est paru.

L'éditorial, intitulé *Vive la lutte indépendante de classe*, comprend deux parties. La première montre l'aggravation de la crise capitaliste internationale et la tendance à la reprise des luttes ouvrières dans le monde. La seconde montre l'approfondissement de la crise en Turquie, la résistance du prolétariat, et les dispositifs de réaction de la bourgeoisie turque, avec l'appui notamment des USA et des autres impérialismes occidentaux. Les tâches qui en découlent pour les communistes révolutionnaires sont développées dans un autre article.

Un article consacré à l'anniversaire du coup d'Etat du 12 septembre 1980 montre que la junte militaire turque est une

La seule alternative est non pas la démocratie, mais la dictature du prolétariat, le pouvoir communiste révolutionnaire internationaliste. Un autre article concerne le procès du Parti d'action nationale de Turkes.

La partie internationale comprend des articles sur l'autodéfense ouvrière contre les commandos des «loups gris» en Europe, sur la lutte des sans-papiers en France, sur la signification des émeutes de Casablanca, sur le rôle du gouvernement socialiste en France.

La partie théorique comprend un article intitulé *Pour le parti ouvrier indépendant*, tiré de *El Oumami*, et une citation de Lénine sur l'internationalisme prolétarien.

Un tract sur la solidarité avec la grève de la faim des réfugiés politiques en RFA, et sur le véri-

table visage de la démocratie allemande est diffusé avec le bulletin.



De quelle aide ont besoin les ouvriers polonais ?

(Suite de la page 1)

naise. Elle contribuerait aussi puissamment à faire sortir la lutte des ouvriers polonais des limites où l'ont enfermée des décennies d'oppression nationale russe, d'absence de mouvement ouvrier international et d'utilisation du marxisme pour cacher la pire exploitation et la pire oppression capitalistes.

Des avant-gardes ouvrières peuvent aujourd'hui rompre en Pologne avec l'Eglise qui appelle à la résignation selon la politique du «moindre mal», c'est-à-dire pour faciliter la tâche de Jaruzelski face aux «durs» partisans d'une répression plus forte. De même il est sans doute devenu évident pour des groupes de prolétaires qu'il faut rompre avec les forces populistes ou social-démocrates qui ont détourné la classe ouvrière de la préparation de l'affrontement et laissé l'initiative à l'adversaire, et dont ils ont vu qu'elles étaient prêtes elles aussi à appeler aux sacrifices au nom de l'économie nationale.

Mais les faits n'ont pas encore permis aux prolétaires polonais de concevoir leur lutte autrement que dictée par les particularités de la situation polonaise: l'oppression russe et un système de gestion qui handicape l'économie nationale sur le marché mondial. Ces faits n'ont pas encore permis aux prolétaires polonais de concevoir leur programme autrement que comme une réforme libérale et autogestionnaire de l'«économie d'entreprises», comme une réforme démocratique et patriotique de l'Etat national. Et cela, même s'il est clair qu'ils doivent désormais se préparer à la lutte violente contre l'Etat et que seule la classe ouvrière en est capable.

Pour comprendre que leur tragédie est bien davantage due à la crise du capitalisme mondial qu'aux handicaps propres au système de gestion des pays de l'Est, les prolétaires polonais seraient considérablement aidés par une faillite dans une de nos belles économies occidentales, «non bureaucratiques» et libérales.

Pour comprendre que leur lutte n'est pas seulement nationale mais internationale, ils seraient considérablement aidés par une vigoureuse lutte prolétarienne dans une de nos belles démocraties occidentales, surtout si elle est dirigée contre un gouvernement nettement anti-russe et arborant des couleurs de socialisme démocratique et autogestionnaire.

Pour retrouver confiance dans le programme de classe, les prolétaires polonais ont besoin d'identifier leurs intérêts à une telle lutte où soit manifeste l'influence du parti communiste révolutionnaire, et internationaliste, qui lui donne force et efficacité. Cela les aiderait grandement à se convaincre que le parti communiste et la dictature du prolétariat peuvent être autre chose que les instruments de leur oppression de classe, le socialisme autre chose que leur exploitation bestiale, l'internationalisme prolétarien autre chose que le drapeau sous lequel se cache l'impérialisme russe, bref pour qu'ils retrouvent dans le marxisme l'arme de l'émancipation de la classe ouvrière.

Les ouvriers polonais ont donné beaucoup à la lutte de classe, par leur combativité, par la démonstration qu'ils ont faite de la force que donne à la classe ouvrière l'alliance du nombre et de l'organisation pour la défense des revendications de classe fortement ressenties. C'est maintenant à la classe ouvrière d'ici et surtout aux prolétaires conscients de leurs intérêts de classe et à nous, militants communistes internationalistes, de partir dans chaque lutte des leçons livrées par l'expérience des ouvriers polonais, pour la fortifier, pour la faire aller plus loin.

Ainsi pourra s'ouvrir, grâce à l'efficacité de luttes bien orientées sur un terrain de classe, et grâce à l'exploitation de toutes les possibilités de contact entre les prolétaires de l'Est et de l'Ouest, une voie qui permette à nos frères de classe des pays de l'Est de sortir des limites imposées par l'histoire. Ainsi pourra également s'ouvrir une issue révolutionnaire à la crise capitaliste mondiale.

La question de la «grève active»

(Suite de la page 1)

On comprend très bien, en effet, que la bureaucratie et le POUF aient accepté un coup de main dans leur tâche de répartition de la pénurie, et la contribution de gens qui avaient la sympathie des travailleurs, et se trouvaient mieux placés qu'eux-mêmes pour faire accepter les sacrifices! La bourgeoisie a appris, en Italie et en Allemagne dans les années 20, en Pologne même ou en Hongrie et en Yougoslavie après la seconde guerre mondiale, à récupérer les poussées de contrôle ouvrier sous forme de conseils d'usine ou de comités de gestion réunissant patrons et syndicats, à condition qu'elle garde justement... le contrôle du contrôle. Elle a ainsi domestiqué les organismes ouvriers naissants et les a transformés d'organes de lutte en amortisseurs de ces luttes.

Mais cette fois, à l'automne 1981 en Pologne, le mot d'ordre de «grève active» impliquait une action généralisée à plusieurs régions (il y avait eu des réunions semi-clandestines entre les différents présidiums régionaux de Solidarnosc), et étendue à tous les secteurs de la production. De plus le contrôle ouvrier devait être protégé par des gardes ouvrières: qu'elles soient armées ou non, qui dit garde dit possibilité de l'affrontement. La «grève active» devait commencer le 21 décembre. En fait, on est arrivé insensiblement à participer au fonctionnement de l'économie, à poser dans les faits le problème du «contrôle économique», sans jamais poser la question du pouvoir politique et donc de l'affrontement avec l'Etat.

Cela paraît d'autant plus incroyable que Kowalewski qualifie lui-même la situation en novembre-décembre 1981, de «révolutionnaire». En même temps, il n'en poursuivait pas moins avec les experts le rêve chimérique d'une «entente nationale» entre «le pouvoir d'Etat, l'Eglise, dont l'autorité morale ne fait de doute pour personne, et Solidarité comme principal mouvement social!» A cet égard, le commentateur cynique de la presse officielle n'a pas tort de dire que Solidarnosc vivait «en état d'apesanteur».

La contradiction entre la préparation objective d'un affrontement et l'illusion subjective d'un déroulement pacifique n'échappait pas, cependant, aux réformistes conscients: «L'un des principaux experts, écrit encore Kowalewski, alla même jusqu'à dire qu'il s'agissait

[avec la «grève active»] d'une idée provenant d'éléments gauchistes».

En tout cas, les gardes-chiourmes du capital, mieux au fait des lois permanentes de la physique sociale, ne s'y trompèrent pas: ils sentirent qu'il était plus que temps d'arrêter le mouvement sans attendre que les idées de ses dirigeants et surtout des groupes importants de travailleurs rejoignent la réalité et rompent avec la politique parlysante et démoralisante qui laisse l'initiative politique à l'Etat. On voit d'ailleurs que le problème était suffisamment mûr à la Commission nationale du 12 décembre pour qu'un délégué de Bydgoszcz, Rulewski, affirme (bien qu'en refusant l'«épreuve de force» et en se prononçant pour une «solution politique»): «Solidarnosc doit abandonner sa «stratégie de l'immobilisme» et passer à l'offensive politique» (voir Libération du 13 janvier).

Si au point de vue économique, les idées de Kowalewski sont un compromis entre le socialisme d'entreprise à la Proudhon (avec sa critique de l'excessive centralisation en Pologne, qui apparaîtrait ainsi comme l'ennemi principal) et ses versions modernes, de Bernstein au conseilisme, on reconnaît dans cette idée de la «grève active» de Lodz un avatar de la vieille «grève générale expropriatrice», perfectionnée et modernisée par les courants autogestionnaires.

A cet égard, la dernière phase du mouvement social en Pologne constitue une nouvelle critique en acte des illusions autogestionnaires, de tous les courants qui prétendent contourner l'Etat, faire l'économie de l'affrontement avec lui et le miner en s'infiltrant dans les mécanismes économiques.

La lutte des classes est une lutte politique et on se prépare aux pires désillusions si on ne la mène pas en éduquant en même temps la classe ouvrière à considérer l'Etat comme son ennemi mortel, qu'elle doit détruire pour contrôler l'économie et la transformer.

**PROGRAMME
COMMUNISTE**

Le n°87 vient de paraître

UN "SOCIALISME REEL" A 100% CAPITALISTE (2)

Nous avons vu dans un précédent article que dans les pays de l'Est aussi, la production s'opère bien dans le cadre d'entreprises qui échangent entre elles, ce qui est une caractéristique fondamentale du capitalisme. Cependant, les exigences de l'accumulation du capital se heurtent à un système d'interventionnisme et de dirigisme étatiques qui gêne les entreprises (1). Aussi cela fait-il plus de quinze ans qu'on parle de réformes économiques dans les pays de l'Est. Mais pour comprendre leur sens, il faut d'abord voir d'où vient le système bureaucratique en vigueur.

Ce qu'a fait la Révolution d'Octobre dans le mode de production

L'Etat né en Russie en 1917 d'une révolution authentiquement prolétarienne et communiste avait nationalisé l'industrie, plus tôt d'ailleurs qu'il ne l'avait souhaité puisque pendant la guerre civile la grande majorité des capitalistes avaient émigré. Il s'était donné également, grâce à la centralisation des banques et à la nationalisation du commerce extérieur, les formes d'interventionnisme étatique les plus évoluées. Cela n'empêchait pas l'économie russe de rester, même après l'élimination de tous les restes de féodalisme, le capitalisme le plus arriéré d'Europe.

Dans la perspective de Lénine, le sort de la révolution en Russie dépendait de celui de la révolution en Europe occidentale. Seule cette dernière pouvait donner à la Russie, encore à 80% paysanne, les moyens

techniques pour passer à grande échelle au travail associé, et pour assurer ainsi les conditions de la transformation socialiste.

En attendant, ce que pouvaient faire les bolchéviks dans le domaine de l'économie était d'accomplir un pas en avant vers le capitalisme développé, grâce à la coopération dans l'agriculture et au développement d'un capitalisme d'Etat dans le secteur industriel le plus moderne (2). Le contrôle de l'Etat prolétarien pouvait laisser espérer qu'on parviendrait à maîtriser les conséquences sociales du développement du capitalisme en Russie au moins pendant une certaine période; pendant ce temps, l'Etat prolétarien contribuait de toutes ses forces au développement et à la victoire de la révolution mondiale.

En parvenant à dénaturer la direction du parti communiste à la tête de l'Etat soviétique, la contre-révolution stalinienne a brisé la perspective de la révolution internationale sur le plan politique, et a laissé, sur le plan économique, la voie entièrement libre aux forces du capitalisme national ainsi qu'aux pressions du marché mondial, aussi bien dans l'industrie d'Etat que dans la petite production industrielle ou agricole.

Fonction historique du dirigisme stalinien

Cette contre-révolution, que nous datons de 1926 avec le triomphe du stalinisme sous le drapeau mensonger du «socialisme dans un seul pays», a balayé toutes les conquêtes prolétariennes et communistes d'Octobre.

Mais elle ne remettait naturellement pas en cause la transformation capitaliste de l'économie, qui était historiquement progressive, socialement «révolutionnaire» si l'on veut en Russie, et qui put dès lors se poursuivre sans entraves et à un rythme sauvage avec l'industrialisme stalinien.

La contre-révolution stalinienne ne remettait pas non plus en cause la propriété d'Etat et les formes d'interventionnisme étatique mises en place.

La situation économique dont elle héritait était extrêmement précaire: après les destructions des années 1914-1920, la NEP avait dû pratiquement remettre l'économie sur pied à partir de zéro, et l'indice de la production ne rattrapa celui de 1913 qu'en 1927.

L'industrialisme stalinien consistait à mettre au travail des masses énormes de paysans transformés en ouvriers, avec un appareil qui ne permettait pas une haute productivité, mais obligeait à une exploitation extensive de la force de travail. Et une industrialisation rapide était d'autant plus urgente que la perspective d'un nouveau conflit impérialiste se dessinait.

Il faut ajouter une caractéristique sociale au système stalinien. En effet, l'exploitation effrénée de la force de travail, avec l'allongement de la journée de travail effectué par le stalinisme, l'exigence de cadences accélérées et le stakhanovisme, les bas salaires, n'a pu annihiler complètement la «couverture sociale» donnée aux prolétaires par une révolution

authentiquement prolétarienne. C'est ainsi que le stalinisme a laissé subsister l'interdiction du licenciement, ce qui était d'autant plus facile qu'il y avait un énorme besoin de main-d'œuvre, et a donné l'illusion d'un acquis intangible, clef de toute une démagogie sur le «socialisme réel».

Le système stalinien de dirigisme étatique présente en réalité peu d'ingrédients qui n'aient aussi été utilisés par des Etats qui n'ont jamais prétendu au socialisme, qu'il s'agisse de l'Allemagne nazie, de l'Italie fasciste, du Japon du début du siècle. Et l'expérience de ces trente dernières années dans les pays du Tiers Monde a montré à quel point l'Etat jouait un rôle important pour lancer l'industrie.

L'intervention de l'Etat n'était pas seulement indispensable pour protéger l'industrie naissante des tentatives d'étouffement du marché mondial. Le coup de fouet de l'Etat était nécessaire pour pousser au maximum la machine productive, quitte à se procurer davantage de quantités de de qualité, là où l'aiguillon de la concurrence entre les entreprises ne pouvait encore contribuer suffisamment à ce résultat.

La forme extrême qu'a pris le dirigisme étatique stalinien peut s'expliquer parfaitement par les nécessités d'une accumulation primitive de capital, doublées de celles d'une économie de guerre. Ce système s'est ensuite révélé très utile dans les pays de l'Est tombés sous la domination de l'impérialisme russe de Yalta. Il a été appliqué tel

quel en 1945, dans la mesure où il servait au pillage de l'impérialisme russe, et où il permettait de contrer les tendances spontanées des entreprises à travailler avec les pays occidentaux. Et son réformisme social n'était pas à dédaigner pour tromper une classe ouvrière extrêmement remuante, forte de grandes traditions révolutionnaires, comme en Hongrie, en Pologne ou en Allemagne.

Néanmoins, dès que la reconstruction a été terminée après la guerre, on comprend que ce système de dirigisme poussé ait commencé à devenir une terrible entrave pour les entreprises, d'autant plus que la Russie était désormais une puissance achevant sa phase d'industrialisation pour devenir un capitalisme adulte, ce qui correspond en gros à l'époque de la mort de Staline.

Le sens des fameuses réformes économiques

Tous les capitalistes occidentaux savent bien qu'il existe pour un degré de concentration capitaliste effectif donné, un certain degré d'autonomie de décision au-delà duquel l'anarchie inhérente au marché capitaliste est encore aggravée

(Suite page 4)

(1) Voir l'article intitulé: «Un «socialisme réel» capitaliste à 100%» paru dans *Le Prolétaire* n°351.

(2) Voir notamment Lénine, *L'impôt en nature*, 1921, *Oeuvres*, t. 32 et, naturellement, *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi*, ed. Il Programma comunista.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du Parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Vente d'armes au Nicaragua

La vente d'armes françaises au gouvernement du Nicaragua est vraiment une merveille d'hypocrisie «socialiste».

La fibre tiers-mondiste et anti-américaine vibre chez les petits-bourgeois: la France «aide la révolution»! En fait, les prolétaires doivent savoir que la junte du Nicaragua a désarmé consciemment les travailleurs qui s'imaginaient à juste titre être en meilleure position par ce moyen pour se défendre contre les propriétaires fonciers et les capitalistes. De plus, elle interdit aujourd'hui la grève comme sabotage. Bref, les armes ne risquent pas de tomber dans les mains des exploités, mais passons... L'impérialisme américain n'est pas content: ça pourrait être pire, lui rétorquent nos socialistes, car sans nous, ce seraient les Russes qui auraient vendu ces armes; de plus, toutes les garanties ont été prises pour qu'elles ne tombent pas dans les mains d'une guérilla comme celle du Salvador.

Bref, tout le monde bourgeois a intérêt à cette opération. Surtout les capitalistes français, naturellement...

L'hypocrisie du "co-développement"

(Suite de la page 1)

pour certaines de leurs productions, pas seulement agricoles et énergétiques. Elles sont sensibles, depuis la Conférence de Bandoeng en 1955 et surtout le sommet d'Alger en 1973, au rêve d'un «nouvel ordre économique mondial». Elles ont besoin pour cela de moyens de construction, d'équipements électrotechniques, etc. Or, la France a précisément besoin d'exporter ce genre de matériel et de relancer son économie en crise.

En allant au devant de leurs désirs, l'impérialisme français s'attire leur sympathie et se place par rapport aux autres impérialismes, ce qui est un avantage certain, par les temps de crise qui courent. On comprend mieux, dans ces conditions, ce que signifie l'idée du «co-développement» avancée par les socialistes à Mexico, à Cancun et à Alger.

C'est la même démarche qui guide la CFDT. Tout autant que Cheysson, Edmond Maire est capable de lancer des phrases démagogiques sur le «développement solidaire», etc. Voici, par exemple ce qu'il écrivait avant l'accession de la gauche au pouvoir: «Il faut encore opposer à la nouvelle division internationale du travail imposée par les multinationales, non pas quelque absurde protectionnisme ultranational, mais une autre division internationale reposant sur un type de développement solidaire, résultant d'accords de coopération et d'échange entre pays développés et pays sous-développés» (*Reconstruire l'espoir*, Ed. du Seuil, 1980, pp.173-174).

Si la démarche de la CFDT est exactement la même que celle du PS dans ce domaine, ses objectifs ne sont pas non plus différents. Edmond Maire n'y va pas par quatre chemins: «Nous voulons un développement industriel coordonné avec les pays sous-développés, des

échanges équilibrés, de façon à pouvoir fabriquer massivement et exporter des biens d'équipement et importer en retour les matières premières dont nous avons besoin» (*ibidem*, pp. 176-177).

Pour devenir effective, la «nouvelle politique économique» des socialistes à l'égard des pays du Tiers Monde, qui n'est pas moins impérialiste que celle pratiquée auparavant par la droite, a besoin de sources de financement. Au cours d'une table ronde organisée par l'hebdomadaire *Le Point*, Claude Cheysson se plaignait du fait, par exemple, qu'il n'y avait pratiquement plus d'investissement miniers européens — en dehors de l'uranium — en Afrique, et expliquait: «Nos entreprises n'ont pas les moyens financiers suffisants pour des investissements très lourds et dont l'amortissement se fait en vingt ou trente ans. D'autant que la stabilité sur vingt ou trente ans ne leur apparaît pas évidente» (*Le Point* du 20/10/1980).

Pour des socialistes soucieux des intérêts de l'impérialisme français, il est inadmissible que la croissance de l'économie française soit ralentie pour des raisons financières car, comme le remarque si bien Cheysson, «jamais dans l'histoire, il n'y a eu autant de capitaux disponibles sur le marché mondial» (*Le Monde* du 30/4/1981). Et savez-vous à quoi Cheysson fait ici allusion? Aux pétro-dollars arabes! Ainsi s'explique bien l'attention toute particulière accordée par Cheysson au rapprochement inter-arabe au lendemain de l'assassinat de Sadate, les ambitions de l'impérialisme français dans la recherche d'une solution impérialiste à la crise du Proche-Orient et l'intérêt accordé à l'Algérie qui pourrait favoriser un rapprochement entre la France socialo-impérialiste et les pays arabes auxquels fait peur l'amitié

historique qui unit Mitterrand et Israël.

En effet, les pétro-dollars arabes, qui constituent désormais une masse financière considérable à la suite des hausses consécutives du prix du pétrole, ont à jouer un rôle moteur dans le «keynésisme» mondial, pour lequel les socialistes ont opté dans l'espoir de remédier à la crise du capitalisme, à savoir relancer la croissance économique en France en aidant à s'industrialiser les pays en voie de développement, c'est-à-dire en relançant dans le Tiers Monde la demande des biens d'équipement et de production. «Les pétroliers ne sont pas différents des autres capitalistes», explique Cheysson. *Ils placeront, investiront là où ils sont assurés de la sécurité, de la rentabilité de leurs placements, même dans le Tiers Monde» (ibidem).*

On sait que Giscard s'intéressait à un projet de même nature, sous le nom de «trilogie»: la technologie européenne, les capitaux pétroliers arabes, le marché africain (Maghreb compris)...La politique de «co-développement» chantée par les socialistes présente donc peu d'originalité: c'est qu'elle correspond à une nécessité objective de l'impérialisme français. Elle part sans doute avec un handicap sur le régime précédent dans ses rapports avec les pays arabes pétroliers: c'est la question d'Israël. Aussi la diplomatie française s'attache-t-elle à faire sauter ce verrou. Mais elle a d'autre part un avantage certain: c'est sa compréhension plus grande des aspirations des jeunes bourgeoisies. Ce n'est pas pour rien qu'un Régis Debray campe dans les salons de l'Elysée.

Les socialistes savent en effet que les jeunes bourgeoisies du Tiers Monde doivent faire face à une prolétarisation croissante, à un chômage endémique et à des problèmes sociaux gigantesques,

sous peine de voir l'équilibre politique déjà fragile de ces sociétés voler en éclat. L'exemple de l'Algérie est à cet égard éloquent. En aidant la bourgeoisie algérienne à construire des logements, l'impérialisme français souhaite lui épargner des explosions sociales et en même temps relancer le secteur de la construction française.

La «nouvelle politique» socialiste est donc plus adaptée aux conditions présentes du marché mondial, caractérisées par l'émergence des jeunes capitalismes, la crise internationale, la guerre commerciale généralisée. Cette politique avancée sous les drapeaux mensongers du «co-développement» et de la «solidarité» débouchera dans le meilleur des cas sur l'extension de l'exploitation capitaliste à d'autres secteurs des pays du Tiers Monde. La création ou la stabilisation de quelques milliers d'emplois que cette politique pourrait favoriser dans la métropole, à long terme, se feront au prix de la surexploitation des ouvriers des pays du Tiers Monde que les capitalistes locaux font travailler à bon marché (bas salaires, journée de travail plus longue, interdiction du droit de grève, etc.). Les communistes et les travailleurs conscients doivent donc ici dénoncer de toutes leurs forces cette politique économique impérialiste et travailler à concrétiser la solidarité de classe qu'ils doivent aux prolétaires et aux masses pauvres du Tiers Monde, exploités à la fois par l'impérialisme et par leur bourgeoisie locale.

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste international - 1981)

72 pages - Prix : 6 F

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles**: Le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● **A Angers**: vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc.

● **A Caen**: Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● **A Grenoble**: vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 6 et 20 février, 6 et 20 mars.

● **Au Havre**: vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● **Au Mans**: vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Laval**: vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● **A Lille**: tous les mercredis de 18 à 19 h, 27 rue Adolphe.

● **A Lyon**: 17 rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche de 14h à 16 h, les samedis 30 janvier, 13 et 27 février, 6 et 20 mars, etc.

● **A Nantes**: vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallencas, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Paris**: 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre.

● **A Rouen**: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● **A Roubaix**: vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● **A Strasbourg**: vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● **A Toulouse**: vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 7 et 21 février, 7 et 21 mars, etc.

● **A Valence**: vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 24 janvier, 7 et 21 février, 7 et 21 mars, etc.

EN SUISSE

● **A Lausanne**: tous les samedis de 10 h à 12 h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.

● **A Genève**: tous les mercredis de 18h30 à 20h, 73, rue de Saint-Jean (côté James-Fazy). Prendre ascenseur pour sous-sol, 1^{er} porte à gauche, puis 1^{er} porte à droite «atelier».

«COMBAT COMMUNISTE» ET LA LUTTE DES SANS-PAPIERS

Comment combattre l'isolement des luttes ?

La plupart des luttes ouvrières font aujourd'hui l'expérience de l'isolement et cherchent naturellement à le dépasser.

Une idée qui vient immédiatement à l'esprit est qu'il suffit d'avancer une revendication juste, ressentie par les travailleurs, pour que toutes les forces qui la reconnaissent s'entendent immédiatement afin de porter devant les travailleurs les propositions et les méthodes qui permettront à cette revendication d'aboutir tout en unifiant les rangs ouvriers.

C'est en tout cas la position défendue par Combat Communiste dans la lutte des sans-papiers (voir son numéro du 20 décembre): nous avons déjà relevé l'insuffisance de cette position dans *Le Prolétaire* n°349, en montrant que l'unité ouvrière doit se faire sur des méthodes de lutte autant que sur des revendications qu'il est aisé de reconnaître verbalement. Combat Communiste nous accuse de «favoriser l'isolement des travailleurs par [notre] manque de volonté unitaire» et «[notre] sectarisme» sans parler de notre «substitutionnisme».

La réalité est malheureusement beaucoup plus complexe que ne semble le croire Combat Communiste, et le tableau de la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière est là pour le rappeler. Pour unifier la classe, la seule intention et la seule «bonne volonté» ne suffisent pas. Il y a de lourds obstacles à surmonter.

La lutte menée par les travailleurs sans-papiers organisés au sein du Comité de Coordination s'est affirmée comme un exemple pour d'autres ouvriers en se plaçant directement sur le terrain de la force (grèves sans préavis, occupations, etc.), en avançant le principe juste de l'indépendance d'organisation et

en s'engageant résolument dans la voie des liaisons avec d'autres groupes de travailleurs.

Mais le poids qu'ont exercé dès lors sur elle le gouvernement et toutes les forces opportunistes (bonzes CFDT et MTI notamment) ne lui a pas permis de dépasser, en dépit de ses efforts, le cadre objectif de la revendication du contrat de travail et de la régularisation des travailleurs directement concernés. Ceci est une question de force, non de choix politique.

De même, comme nous l'avons montré dans *Le Prolétaire* n°349, le refus de manifestations communes début décembre n'est pas venu de nous: l'UCF par ses préalables de boutique, la MTI en dénonçant la Coordination et en prétendant à l'exclusivité dans la représentation des travailleurs immigrés ont fait barrage.

La liaison avec les travailleurs syndiqués à la CFDT était malheureusement encore plus compliquée. Elle supposait et suppose toujours que le contact direct avec eux soit possible, ce qui n'était pas chose aisée, et que les groupes de travailleurs ou sections syndicales sensibles soient capables d'exiger de leur direction qu'elle rende compte de ses positions vis-à-vis de la lutte, capables de s'opposer à elle

le cas échéant, en évitant la démagogie de ses proclamations, de sa solidarité formelle quand, simultanément, elle sabote la lutte. Ceci n'est pas nouveau et se retrouve dans toutes les luttes. C'est d'ailleurs ainsi, en combinant ces deux éléments, que les bonzes syndicaux parviennent à remplir leur fonction, du moins tant qu'il ne trouvent pas face à eux des travailleurs décidés à contrer leurs manœuvres.

Ces liens avec les travailleurs syndiqués ou d'autres catégories, nous les préconisons et les recherchons en toute circonstance, mais il serait criminel de subordonner les objectifs et les méthodes de la lutte à leur établissement.

N'en déplaise à Combat Communiste qui, dans son article, ne propose aucune méthode pour aider à sortir de l'isolement et ne fait que s'apitoyer sur l'absence des organisations opportunistes, seuls ces liens permettront de briser l'isolement. Seuls ils permettront d'avancer dans le sens de l'organisation indépendante qui garantira l'issue de la lutte, donnera du courage aux travailleurs engagés dans l'action, leur apprendra à compter sur leur propre force et à déjouer les tentatives de «substitutionnisme» de l'opportunisme, et donnera aux

travailleurs encore influencés par lui un exemple à méditer et à suivre, pourvu qu'on s'en fasse les propagandistes.

C'est cela qui nous distingue de toute la mouvance «gauchiste» à laquelle appartient indéniablement Combat Communiste. Il ne s'agit pas tant de dresser un barrage artificiel contre l'opportunisme (ce qui serait totalement inefficace), mais d'aider les travailleurs grâce à une tactique appropriée et sur la base de revendications et de méthodes efficaces à s'opposer fermement à toutes ses tentatives de sabotage et d'accaparement de la direction de leur lutte par des forces étrangères au sens réel du mouvement prolétarien.

Si on appelle «substitutionnisme» le fait que nous nous trouvions portés à la tête d'une lutte sur ce terrain-là, eh bien nous n'avons aucune honte à afficher: il n'y a là en fait aucun substitutionnisme, mais la traduction du fait que la lutte ouvrière a besoin d'une direction et que les militants communistes, qui sont précisément ceux qui cherchent à donner cette direction, ont pu la conquérir en fortifiant la lutte.

REUNION PUBLIQUE

A Grenoble: Le samedi 6 février à 20h30, Salle Millet, 11 rue Millet.

PAS DE PAIX SANS REVOLUTION

Un film sur la lutte des sans-papiers

Un film sur la lutte des sans-papiers de la diffusion a été produit par Europradif sous la direction du Comité de Coordination des sans-papiers en lutte.

Ce film est disponible auprès des organismes suivants: Europradif, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

Comité de Coordination des sans-papiers, 27, avenue de Choisy, 75013 Paris.

Nous invitons les camarades intéressés à le commander et à organiser des réunions de travailleurs autour de sa projection.

UN «SOCIALISME REEL» A 100% CAPITALISTE

(Suite de la page 3)

par la lourdeur d'un bureaucratisme excessif. C'est d'ailleurs ce que le PS reproche ici au PC de ne pas comprendre, et c'est ce qui explique le slogan: «nationalisation, mais pas étatisation!».

Il est indéniable que la Russie, et tous les pays de l'Est où le «modèle russe» s'est appliqué pour des raisons historiques que nous avons rappelées, souffrent d'un contrôle central excessif en rapport avec la faible concentration technico-économique de l'industrie.

Essayez de contrôler des centaines de milliers d'unités productives ayant nécessairement des intérêts divergents et contradictoires. Vous n'y parviendrez qu'au prix d'une énorme bureaucratie et, dans ce cas, le contrôle devient un obstacle même au jeu moléculaire de ces unités productives travaillant pour le marché, qui s'en trouvent de ce fait paralysées. En d'autres temps, le capitalisme avait besoin d'être sauvage. Prétendre apprivoiser l'«économie nationale» revient à entraver la concurrence et les lois du capitalisme sans les supprimer, et donc on a ajouté aux conséquences de l'exploitation capitaliste celles d'un mauvais fonctionnement de la machine économique.

Un autre problème des capitalismes de l'Est est que les méthodes de travail et de contrôle de la classe ouvrière, adaptées à une période d'accumulation primitive et extensive, s'avèrent terriblement archaïques, dès que l'économie doit se donner des formes plus «concurrentielles». C'est ainsi que les chefs d'entreprise se plaignent de l'excèsif turn-over des travailleurs (un tiers du personnel des entreprises russes change d'emploi chaque année), ce qui ne favorise pas la productivité. Ils se plaignent aussi

du sous-emploi important des travailleurs embauchés.

Ces phénomènes entraînent un manque global de main-d'œuvre qui est à son tour peu favorable au développement de la productivité par la concurrence entre les ouvriers.

Les pays de l'Est se sont donc engagés dans la voie du démantèlement du système mis en place par le stalinisme.

On a assisté à des réformes de l'embauche, du salaire (instauration des primes de productivité) (3). On passe maintenant au stade où les managers réclament de pouvoir licencier librement... Les entreprises ont obtenu davantage d'autonomie: elles ont conquis une certaine facilité pour fixer les salaires et les prix. Les entreprises peuvent désormais passer plus facilement des contrats entre clients et fournisseurs.

Pourquoi des résistances aux réformes ?

Il est clair que le démantèlement du système stalinien est plus ou moins avancé selon les pays et selon les domaines. Il y a peu de différences entre le fonctionnement du secteur dit «socialiste» en Hongrie et celui du secteur public en Angleterre ou en France. En revanche, la Russie est connue pour élaborer continuellement des réformes qui ont du mal à passer dans les faits, même si une certaine libération du contrôle central sur les entreprises y a été atteinte.

Dans les pays vassaux de la Russie, on peut penser qu'une libéralisation trop rapide entraîne des tendances centrifuges pro-occidentales. Une confirmation de ce phénomène est que l'Etat polonais a ralenti ses projets de réforme à la fin de l'année 1981 avec la mon-

tée du mouvement social, tandis qu'il vient spectaculairement de donner aux entreprises la liberté des prix, après la tentative de mise au pas, non seulement de la classe ouvrière, mais aussi des courants nationalistes et pro-occidentaux.

Mais il y a surtout le fait que malgré tous les inconvénients, les entreprises trouvent aussi des avantages dans le vieux système. En effet, en contrepartie de toutes les tracasseries étatiques, elles trouvent un avantage inestimable dans le fait que leurs pertes sont automatiquement épongées par l'Etat, ce qui existe ici pour les grands trusts qui exercent une influence au sommet de l'Etat (on le voit pour la sidérurgie ou l'automobile) mais plus rarement pour les petites entreprises. Et si l'Etat a mis au point un code des faillites (ce qui est un «progrès» évident!), les pots-de-vin ne doivent pas manquer de la part des managers et de tous les parasites menacés de perdre leur fromage!

Une conséquence de ce phénomène est que les difficultés financières des entreprises ne sont pas à l'Est l'occasion de concentrations et que si l'Etat détient la propriété du capital des entreprises et dispose d'un système financier unifié, la taille des entreprises reste néanmoins très faible par rapport aux pays de capitalisme soi-disant «libéral» (4).

En tout cas, cela confirme, tout comme le caractère tragi-comique de la planification que nous avons mis en relief dans l'article précédent, la thèse marxiste suivante: le capitalisme d'Etat ne signifie pas la mise des entreprises au service de l'Etat. En dépit du contrôle des entreprises considérées individuellement, il représente un pas de plus de l'assujettissement de l'Etat aux

intérêts des entreprises considérées collectivement, bref de l'assujettissement au capital.

Les démocrates réformistes ne manquent pas de bercer la classe ouvrière de l'illusion que si toutes ces réformes étaient faites jusqu'au bout, les «économies nationales» de l'Est se porteraient mieux et qu'un mieux-être en découlerait pour la classe ouvrière.

Il est vrai qu'une économie nationale plus compétitive est, sur la base du capitalisme, un moindre mal, exactement dans ce sens où la situation la plus favorable pour l'esclave est que son maître réussisse. Cela ne peut constituer un programme pour la classe ouvrière.

Les conséquences désastreuses d'une telle perspective apparaissent de façon crue aujourd'hui, alors que le capitalisme mondial est en crise, et que la crise frappe nécessairement les pays les plus faibles: la Pologne en est un. Mais d'autres pays de l'Est suivront, ainsi que des pays de l'Occident impérialiste. Il est clair que dans ces conditions tous les sacrifices exigés au nom de la compétitivité de l'économie nationale ne peuvent servir qu'à écraser davantage la classe ouvrière et à accélérer encore une issue guerrière à la crise capitaliste. Il est clair que les sacrifices exigés en Pologne par Jaruzelski le seraient également — et surtout —

par un gouvernement ayant la sympathie des ouvriers.

La tâche de la classe ouvrière est de prendre appui sur la lutte de résistance à l'offensive capitaliste, à l'Est comme à l'Ouest, pour reprendre confiance dans ses forces, pour s'organiser et reconstruire son parti international. Elle est d'ouvrir par ce moyen une issue révolutionnaire à la crise capitaliste et de passer à la transformation communiste de la planète.

(3) Voir l'article intitulé: *A l'Est comme à l'Ouest la course à la productivité accroît l'exploitation*, consacré à l'expérience réalisée dans l'usine Chtchekino, paru dans *Programme communiste* n°79.

(4) Voir l'article intitulé: *En marge du dernier plan quinquennal: le mythe de la «planification socialiste» en Russie* dans *Programme communiste* n°69-70 (mai 1976).

Abonnements :

1 an: 70 F, 6 mois: 35 F
Pli fermé: 105 F et 55 F

Abonnements de soutien:
à partir de 120 F

Correspondance et abonnements:
20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

Versements :

Chèque bancaire à l'ordre de Saro
ou chèque postal à l'ordre de «Prolétaire»

Directeur-gérant: SARO
imprimerie «Editions Polyglottes»
232, rue de Charenton - 75012 Paris
Distribué par les NMPP
N° d'inscription à la commission paritaire
de presse: 52926

Correspondance pour la Belgique:
J.A. BP 199
1060 Bruxelles 6

Correspondance pour la Suisse
Editions Programme, 12 rue du Pont
1003 Lausanne